

## **Le Groupe d'Economie Mondiale de Sciences Po (GEM) et APCO France**

vous invite à un petit déjeuner-débat

**Le 25 novembre 2005, de 8h30 à 10h00**

**CERCLE DE L'UNION INTERALLIEE,  
33 Rue du Fg St Honoré,  
75008 Paris.**

### **Sur Une Autorité Européenne de Régulation des Marchés Financiers est-elle nécessaire ?**

autour de

**M. Fabrice Demarigny**, Secrétaire général de la Commission of European Securities Regulators (CESR)

**et**

**M. Georges Ugeux**, Président Directeur Général de Galileo Global Advisors et ancien Vice Président de la Bourse de New York

Les relations financières transatlantiques connaissent une concurrence au niveau des marchés et services financiers qui va s'intensifier avec l'arrivée programmée du NYSE sur la scène internationale. Dans ce contexte, une Autorité européenne de régulation des marchés financiers devient-elle nécessaire?

L'Europe et les Etats-Unis sont déjà engagés depuis plusieurs années dans un ensemble de réformes financières de grande ampleur visant à protéger les investisseurs, améliorer la fiabilité et la transparence des informations financières publiées, rendre plus efficaces les mécanismes de gouvernance d'entreprise et accroître la responsabilité des dirigeants. Aux Etats-Unis, la réaction aux scandales financiers Enron et Worldcom a poussé à l'adoption de la loi Sarbanes-Oxley, tandis qu' en Europe, l'objectif de création d'un grand marché des capitaux, fluide et liquide, a poussé comme en France, à des évolutions législatives et réglementaires importantes comme la Loi sur la Sécurité Financière adoptée en 2003. Doit-on aller plus loin en Europe ? Y-a-t'il place pour une réciprocité US/EU ? Quels effets en attendre?

Ce petit déjeuner-débat réunira des représentants du monde économique, institutionnel, académique et des médias, pour une discussion ouverte et franche sur le sujet.

Les places étant limitées, **merci de nous faire connaître votre réponse au plus vite** en nous faxant le formulaire ci-joint.

**Patrick Messerlin, Directeur, GEM**

**&**

**Claire Boussagol, Directrice Générale, APCO France**

## **M. GEORGES UGEUX**

*Chairman and Chief Executive Officer, Galileo Global Advisors*



Le 1<sup>er</sup> octobre 2003, Georges Ugeux a créé « Galileo Global Advisors » afin d'offrir aux gouvernements, aux individus et aux entreprises, des services de conseils stratégiques sur le développement du commerce international, les restructurations industrielles et l'accès au marché des capitaux et ce, en totale intégrité et indépendance.

En septembre 1996, avant de fonder Galileo, Georges Ugeux a été Vice-Président Exécutif du NYSE, chargé des relations internationales et membre du cabinet du directeur général. Il a été à la base de l'internationalisation de la bourse de New-York en amenant 308 sociétés venant de 43 pays différents sur les 470 sociétés non américaines qui y sont cotées. L'ensemble de la capitalisation a atteint 2,7 trillions de dollars. Durant cette même période, les échanges internationaux de la bourse de New-York sont passés de 37 à 140 millions d'actions par jour. Il était également en charge des relations avec les autres bourses à travers le monde.

Georges Ugeux, d'origine belge, débute sa carrière à Bruxelles en 1970 à la Société Générale de Banque (actuellement Fortis Banque), la première banque de Belgique. Il devient le directeur général du département banque d'investissement. En 1985, sa carrière le conduit à Londres où il occupe le poste de Directeur général du département des fusions et acquisitions de Morgan Stanley. En 1988, il devient le directeur financier de la Société Générale de Belgique, un conglomérat industriel et financier belge. En 1992, il est président de Kidder Peabody Europe en tant que directeur général et membre du comité de direction. Il était, par ailleurs, membre du conseil européen de General Electric.

De 1995 à son entrée à la bourse de New-York, Georges Ugeux occupe la place de président du fonds d'investissement européen, un partenariat public-privé européen de 2 milliards créé par les chefs d'états et de gouvernements de l'Union Européenne au sommet d'Édimbourg. Il siège également à la commission de privatisation du Royaume de Belgique lors de la privatisation de Belgacom.

Georges Ugeux détient un doctorat en droit et est licencié en sciences économiques de l'université catholique de Louvain. Il enseigne à cette université ainsi qu'au collège de l'Europe à Bruges. Il est le président de la Chambre de Commerce belge-américaine et de la fondation de l'Université Catholique de Louvain. Il est directeur de la « British American Business Inc. » et membre du conseil international de la Vlerick business school Leuven -Gent et de Oxford Analytica.

Georges Ugeux est marié et a quatre enfants.

## **M. FABRICE DEMARIGNY**

*Secrétaire général du Comité européen des régulateurs de valeurs mobilières (CESR)*



Le 1er janvier 2005, M. Fabrice Demarigny a été reconduit pour un mandat de 3 ans comme secrétaire général du Comité européen des régulateurs de valeurs mobilières (CESR).

Fabrice Demarigny a débuté sa carrière à la COB (1990-2001), où il a été successivement chargé de mission au service des opérations et de l'information financière (1993-94), adjoint au chef puis chef du service des relations internationales (1996-2000). Il est ensuite devenu secrétaire général du FESCO (Forum of European Securities Commissions) devenu en 2001 Committee of European Securities Regulators (CESR), organisme regroupant les régulateurs boursiers des pays de l'Union européenne..

M. Demarigny est l'auteur de nombreux articles sur la réglementation financière.

M. Demarigny est docteur en Sciences Politiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et possède un DEA en Monnaie/Finances/Banque ainsi qu'un DEA en Administration et Politique publique.

Le Groupe d'Économie Mondiale de Sciences Po (GEM) est un centre de recherche fondé en 1998 par Sciences Po pour étudier l'impact des échanges extérieurs et des politiques commerciales, et plus largement les effets de la mondialisation.

En octobre 2004, le GEM a lancé, avec l'**AEI-Brookings Joint Center for Regulatory Studies** qui fait autorité aux États-Unis, une initiative pour étendre son champ d'analyse à l'ensemble des réformes réglementaires – un domaine essentiel de politique économique dans le contexte européen, transatlantique et international, particulièrement dans les secteurs de services. En effet, l'innovation et le jeu de la concurrence obligent les gouvernements à réfléchir de plus en plus souvent sur leurs moyens et objectifs en matière de régulation. Ce besoin d'une "culture de l'évaluation" fondée sur une analyse indépendante des faits et des coûts-bénéfices des politiques existantes ou projetées est intense en Europe, où l'on tend à confondre désirs et réalité.

Le GEM veut produire des analyses économiques qui répondent aux préoccupations des consommateurs, des entreprises et des politiques. Il adopte une vue pan-européenne et transatlantique des débats, que ces derniers naissent en Europe ou en Amérique. Les questions spécifiques à certains États membres de l'Union européenne (UE) ne sont pas négligées, surtout quand elles posent question dans le cadre de l'UE. Dans cette optique, les travaux du GEM sont diffusés non seulement en anglais, mais aussi dans d'autres langues européennes. Le GEM organise également des séminaires et des conférences en France et en Europe.

Toutes les publications du GEM sont disponibles gratuitement via le site internet //gem.sciences-po.fr

Pour mieux connaître le GEM, vous pouvez consulter son site web ou contacter Barbara Bender (email : [barbara.bender@sciences-po.fr](mailto:barbara.bender@sciences-po.fr))